



45, rue Kléber
92300 LEVALLOIS- PERRET

ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE - ADIE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE - ADIE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 23, Rue des Ardennes - 75019 Paris

SIREN : 352 216 873

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique ADIE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique - ADIE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 exposées au paragraphe 1.2.7 *Changement de méthode comptable* en page 9 de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Elles ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- La conformité aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 modifié par le règlement ANC n° 2020-08 du Compte de Résultat par Origine et par Destination (CROD) et du Compte d'Emploi annuel des Ressources (CER), ainsi que le caractère approprié des modalités et hypothèses retenues pour leur élaboration, présentées dans la note 7. *Tableau du compte de résultat par origine et destination suivi du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public* pages 32 et suivantes de l'annexe aux comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on

peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.


En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 16 mars 2026

DocuSigned by:

3F79912799714DE...

Yann SEMELIN

Associé

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

ACTIF	Exercice 2025			Exercice 2024
	BRUT	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	6 287 636	5 625 353	662 283	518 125
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	5 885 816	5 625 353	260 463	383 965
Immobilisations incorporelles en cours	401 820		401 820	134 160
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	6 527 111	6 041 894	485 217	608 315
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	6 527 111	6 041 894	485 217	608 315
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	395 448 735	14 601 070	380 847 665	356 132 878
Participations et créances rattachées	51 920		51 920	50 400
Autres titres immobilisés	2 050 608		2 050 608	2 030 858
Prêts	392 476 984	14 463 187	378 013 797	353 234 273
- dont microcrédits	358 921 679	14 463 187	344 458 492	320 663 338
- dont prêts d'honneur	33 555 305		33 555 305	32 570 935
Autres	869 224	137 883	731 341	817 346
TOTAL I	408 263 483	26 268 318	381 995 165	357 259 317
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances	57 237 459	2 427 918	54 809 541	54 961 345
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	57 237 459	2 427 918	54 809 541	54 961 345
- dont subventions d'exploitation à recevoir	49 898 349	2 427 918	47 470 431	46 340 990
Charges constatées d'avance	1141 974		1141 974	1 371 301
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	83 658 197		83 658 197	85 906 120
TOTAL II	142 037 630	2 427 918	139 609 711	142 238 766
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	550 301 113	28 696 236	521 604 877	499 498 083

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	20 848 335	21 300 818
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>	20 848 335	21 300 818
- dont <i>Fonds de prêts d'honneur</i>	20 025 658	18 202 648
Fonds propres avec droit de reprise	26 579 952	29 535 298
<i>Fonds statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>	26 579 952	29 535 298
- dont <i>Fonds de prêts d'honneur</i>	23 257 236	26 593 142
- dont <i>Fonds propres microcrédits</i>	100 000	100 000
- dont <i>Fonds de crédit</i>	2 301 754	2 334 991
- dont <i>Fonds de garantie</i>	920 961	507 165
Ecart de réévaluation		
Réserves	30 927 915	28 580 912
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>	24 800 000	22 800 000
- dont <i>réserve réglementaire</i>	12 500 000	11 300 000
- dont <i>réserve prudentielle</i>	12 300 000	11 500 000
<i>Réserve pour projet de l'entité</i>	6 127 915	5 780 912
- dont <i>réserve plan stratégique</i>	2 655 302	548 302
- dont <i>réserve offre quasi fonds propres</i>	2 000 000	2 000 000
- dont <i>réserve libre</i>	1 472 613	3 232 609
<i>Autre</i>		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	-1807121	71 510
SITUATION NETTE	76 549 081	79 488 538
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	76 549 081	79 488 538
AUTRES FONDS PROPRES		
Titres associatifs	10 000 000	10 000 000
TOTAL I bis	10 000 000	10 000 000

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	509 914	163 600
Provisions pour charges		
TOTAL III	509 914	163 600
FONDS DEDIES		
sur subventions de fonctionnement		
sur autres ressources		
TOTAL III bis		
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	306 871 315	285 825 540
Emprunts et dettes financières divers	52 020 799	47 713 886
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 786 881	1 363 811
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	8 111 332	7 733 889
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	46 426 934	39 427 461
- dont primes et avances remboursables	3 176 359	3 312 525
- dont garanties sur prêts appelés	42 590 816	35 117 023
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	19 328 621	27 781 359
TOTAL IV	434 545 881	409 845 946
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+Ibis+II+III+IIIbis+IV+V)	521 604 877	499 498 083

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D EXPLOITATION		
Cotisations	4 300	2 350
Ventes de biens et services	336 202	360 002
<i>Vente de biens</i>		
<i>dont vente de dons en nature</i>		
<i>Vente de prestations de service</i>	336 202	360 002
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	41 791 000	40 927 251
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	35 441 680	35 153 842
- <i>dont Etat</i>	3 646 237	3 736 510
- <i>dont Conseils Régionaux</i>	4 436 044	4 553 748
- <i>dont Conseils Départementaux</i>	1 349 401	2 034 242
- <i>dont Communes</i>	3 015 749	3 027 062
- <i>dont Etablissements publics</i>	17 082 668	12 522 406
- <i>dont Union Européenne</i>	6 360 674	9 332 690
- <i>dont emplois aidés</i>	136 089	100 742
- <i>dont variation sur conventions des années antérieures</i>	-585 183	-153 557
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable</i>		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	1 287 374	1 693 992
<i>Dons manuels</i>	473 300	263 340
<i>Mécénats</i>	814 074	1 334 481
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		96 171
<i>Contributions financières reçues</i>	5 061 946	4 079 418
- <i>dont Frais d'expertise</i>	1 653 975	1 595 250
- <i>dont Organismes sans but lucratif</i>	2 735 011	2 178 484
- <i>dont Fonds et fondations</i>	672 960	305 684
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	577 239	1 439 433
Produits des cessions des immobilisations corporelles et incorporelles		
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	620 702	320 932
<i>Production immobilisée</i>	130 830	213 287
<i>Autres produits</i>	489 872	107 646
TOTAL I	43 329 443	43 049 969
CHARGES D EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	17 173 678	18 280 671
Aides financières versées par l'entité	1 009 420	857 423
Impôts, taxes et versements assimilés	2 825 330	2 592 936
Salaires et traitements	33 386 769	31 822 479
Charges sociales	13 032 719	13 352 904
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	952 700	688 282
Dotations aux provisions	18 560	14 950
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	1 202 968	1 147 585
TOTAL II	69 602 143	68 757 231
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-26 272 700	-25 707 263

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (intérêts sur prêts)	38 124 043	32 663 635
Autres intérêts et produits assimilés	580 986	826 246
Reprises sur provisions, dépréciation	6 758 938	4 773 833
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mob. de placement		
TOTAL III	45 463 966	38 263 714
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	11 068 312	7 550 145,36
- dont dotations financières pour prêts risqués Adie	4 281 838	3 025 133
- dont pertes sur prêts	6 648 592	4 525 013
- dont provisions sur autres immobilisations financières	137 883	
Intérêts et charges assimilées	9 863 314	7 924 370
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	20 931 627	15 474 516
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	24 532 340	22 789 199
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)	-1 740 360	-2 918 064
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		3 713 454
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations		
TOTAL V		3 713 454
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		124 974
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		486 750
TOTAL VI		611 724
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		3 101 730
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	66 761	112 155
Total des produits (I+III+V)	88 793 410	85 027 137
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	90 600 530	84 955 627
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 807 121	71 510
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	1 440	
Prestations de services en nature		4 448
Bénévolat et mises à disposition	18 769 276	17 142 312
TOTAL	18 770 716	17 146 760
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	1 440	4 448
Prestations en nature		
Personnel bénévole et/ou mis à disposition	18 769 276	17 142 312
TOTAL	18 770 716	17 146 760

ANNEXE

Présentation des missions de l'Adie : objet social, activités, missions sociales, moyens mis en œuvre

L'Adie a pour but de promouvoir directement ou indirectement le droit à l'initiative économique des catégories de population les plus défavorisées porteurs de projets de création ou de développement d'activité économique et d'accès ou de retour à l'emploi, en les plaçant dans des conditions leur permettant d'exercer ce droit par l'octroi de toute forme de concours et appuis en particulier techniques et/ou financiers adaptés à leur situation et à leurs besoins.

L'Adie est une grande association française présente sur tout le territoire, reconnue d'utilité publique, qui défend l'idée que chacun, même sans capital, même sans diplôme, peut devenir entrepreneur s'il a accès au crédit et à un accompagnement professionnel, personnalisé, fondé sur la confiance, la solidarité et la responsabilité.

Nous n'acceptons pas le gâchis des talents qui ferait qu'en France la création d'entreprise serait réservée à ceux qui ont de l'argent, des diplômes ou des relations !

Les missions sociales de l'Adie portent sur :

- Le financement de tout type d'activité professionnelle jusqu'à 17 000€,
- L'accompagnement personnalisé et gratuit, par des spécialistes, pour chaque projet,
- La lutte contre les freins et les stéréotypes, pour que toute personne qui le souhaite puisse devenir entrepreneur.

Les moyens permettant de mener ces missions sont les suivants :

- 932 salariés
- 1 303 bénévoles
- Une présence dans 209 antennes et 327 permanences, partout en France métropolitaine et dans les Outre-mer

1. Faits caractéristiques de l'exercice – principes, règles et méthodes comptables

1.1 Conventions générales comptables appliquées

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2022-06 depuis le 1er janvier 2025, relatif au Plan Comptable Général, sous réserve des dispositions particulières figurant dans "le règlement ANC n°2018-06, du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par l'ANC n°2020-08 et par l'ANC n°2023-03 puis par l'ANC n°2022-06

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.2 Rappel des méthodes, d'estimation et des modalités d'application

1.2.1 Le traitement comptable des immobilisations incorporelles et corporelles

L'essentiel des immobilisations concerne le renouvellement du matériel informatique utilisé au siège et dans le réseau (immobilisations corporelles) et la valorisation du développement interne des applications informatiques (immobilisations incorporelles). Depuis 2006, il a été décidé d'amortir les immobilisations corporelles intégralement sur l'année d'acquisition afin d'éviter les écarts entre le traitement comptable et les budgets demandés par les financeurs où les investissements sont traités comme des dépenses. Cependant les travaux réalisés à l'occasion des déménagements d'ampleur (siège de l'Adie, sièges de directions régionales), si ceux-ci occasionnent des travaux importants, sont inscrits en immobilisations corporelles et amortis sur plusieurs années.

Par ailleurs, les dépenses de prestataires informatiques liées à des nouvelles applications ou à des chantiers majeurs sur les applications existantes (ces chantiers sont en lien avec les ambitions numériques du plan stratégique) sont amorties (amortissement sur 3 ans).

1.2.2 Le traitement comptable des opérations liées à la gestion des prêts

Les principes de comptabilisation sont les suivants :

A l'actif, figure le capital restant dû des microcrédits et des prêts d'honneur (prêts avec différé et sans intérêts accordés en complément des microcrédits). Ces valeurs font l'objet si nécessaire, d'une provision pour dépréciation, selon des modalités exposées ci-après (cf. § 2.2.1).

Le fait générateur de la comptabilisation des prêts est le décaissement.

Au passif, figure le financement de ces prêts, à savoir (cf. § 3.1 et §3.4) :

- Les fonds propres de l'association (dont des apports sans droit de reprise)

- Les fonds de prêts d'honneur (avec droit de reprise)
- Les fonds de crédit et de garantie
- Les emprunts bancaires pour refinancer les microcrédits
- Les emprunts issus de l'épargne solidaire
- Les emprunts autres (AFD, FEI, Bpifrance etc.)

Au compte de résultat, les intérêts sur prêts sont comptabilisés d'après les encaissements et non en fonction des intérêts courus.

Les règles de passage en pertes des prêts d'honneur ont évolué depuis 2023 afin que le niveau d'encours des prêts d'honneur reflète le risque de non recouvrement.

Les pertes de l'année sont comptabilisées en charges financières, à hauteur de leur valeur brute.

Les fonds de prêts d'honneur inscrits au passif dans les fonds propres de l'association couvrant par convention le risque sur les prêts d'honneur qu'ils financent sont consommés à hauteur de cette couverture du risque, générant en contrepartie un produit financier.

1.2.3 Le traitement comptable des fonds propres et autres fonds de l'association

Le tableau ci-dessous résume les positions prises en matière de ventilation des fonds associatifs et autres fonds.

Nature	Affectation comptable
Subventions allouées par la Caisse des Dépôts en vue de renforcer les fonds propres de l'Association	Fonds propres sans droit de reprise – inscription directe en fonds propres
Contributions de solidarité versées par les emprunteurs	Fonds propres sans droit de reprise – inscription directe en fonds propres jusqu'en 2005 (en produits à partir de 2006)
Réserves sur excédents constatés	Fonds propres de l'Association – enregistrés après affectation du résultat
Fonds pour prêts d'honneur	Fonds propres avec ou sans droit de reprise – inscription directe en fonds propres
Fonds de Crédit	Fonds propres avec droit de reprise mis à la disposition de l'Association
Fonds de Garantie	Fonds propres avec droit de reprise mis à la disposition de l'Association
Titres associatifs	Autres fonds propres - titres remboursables passé un délai de 7 ans dès lors que les excédents cumulés dégagés depuis la date d'émission atteignent le montant des titres émis.

1.2.4 Le traitement comptable des provisions pour risques et charges

Ces provisions sont constituées pour la prise en compte des risques relatifs aux salariés, aux frais bancaires, aux subventions et aux garanties. Elles ont fait l'objet d'une dotation en fin d'exercice dont les modalités de constitution sont expliquées dans l'annexe ci-après (cf. § 4.4).

1.2.5 Le traitement comptable des conventions de financement

Pour l'arrêté des comptes, les conventions de financement signées au cours de l'exercice ou celles signées au cours des exercices précédents mais ayant des impacts sur les comptes de l'exercice clos et/ou des exercices ultérieurs, ont fait l'objet d'une revue visant à une application intégrale des règles d'enregistrement prévues aux règlements comptables ANC 2014-03 et 2018-06.

Cette revue a évalué dans le détail :

- les subventions de fonctionnement enregistrées dans les produits d'exploitation de l'exercice et cela indépendamment des modalités de règlement ;
- les subventions de fonctionnement pluri-annuelles, constatées d'avance pour la quote-part relative aux exercices ultérieurs et cela indépendamment des modalités de règlement ;
- les subventions dites "d'investissement" (car finançant des dépenses inscrites à l'actif) enregistrées en fonds propres, et cela indépendamment des modalités de règlement ;
- les créances (produits à recevoir) sur subventions de fonctionnement et sur subventions d'investissement vis-à-vis des financeurs, et cela indépendamment des modalités de règlement.

1.2.6 Le traitement comptable des dons

Les dons manuels, sommes d'argent reçues par l'Adie, sont comptabilisés (conformément au règlement ANC n° 2018-06) en produits à l'encaissement. Le traitement comptable des dons fait l'objet de précisions dans une note ci-après (cf. § 6 – Le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public).

1.2.7 Changement de méthode comptable

En application du règlement ANC n°2022-06 applicable au 1^{er} janvier 2025 et l'ANC n°2023-03 applicable au 1^{er} janvier 2025, les changements de méthode suivants ont été appliqués dans les comptes au 31 décembre 2025 :

- les produits et charges exceptionnels sont dorénavant enregistrés en produits et charges d'exploitation
- les transferts de charges sont dorénavant comptabilisés en déduction des charges et non plus en produit

1.3 Faits significatifs de l'exercice

Il n'y a pas eu de fait significatif en 2025

2. Présentation des comptes de l'Adie : l'actif du bilan

2.1 Les immobilisations et les amortissements

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées des développements de logiciels réalisés par les équipes de l'Adie sur le Système d'Information dans sa version française et belge. S'agissant des travaux réalisés par des prestataires externes, seules les dépenses liées à des nouvelles applications ou à des chantiers majeurs sur les applications existantes sont amorties.

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur 3 ans.

Le poste "immobilisations corporelles" est composé principalement :

- des dépenses de renouvellement du matériel informatique, évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) et amorties intégralement l'année d'achat.
- des achats de mobilier évalués à leur coût d'acquisition et amortis intégralement l'année d'achat
- des réalisations de travaux et aménagements (uniquement pour les aménagements réalisés en 2021 lors de l'installation du siège parisien, pour les aménagements réalisés en 2015 à la Réunion, et pour les aménagements réalisés en 2020 en Martinique) évalués à leur coût d'achat. Ces travaux sont amortis sur la durée du bail concerné.

Les immobilisations financières sont notamment composées :

- de l'encours des prêts, incluant les microcrédits et les prêts apport en capital
- des « autres titres immobilisés » qui sont liés au mécanisme de nantissement des encours d'emprunt auprès du Crédit Coopératif.

Tableau des immobilisations

Situation et mouvements Rubriques		A Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations	C Diminutions	D Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
	Total 1				
	Autres immobilisations incorporelles	5 754 986	130 830		5 885 816
Immos. Corporelles	Immobilisations incorporelles en cours	134 160	267 660		401 820
	Total 2	5 889 146	398 490		6 287 636
	Constructions				
	Inst.générales - agencement,construct°				
	Inst.techniq.- mat. & outillage industriel				
	Inst.générales - aménagements divers	1 491 463			1 491 463
	Matériel de transport	817 234	3 300		820 534
	Matériel de bureau et d'informatique	3 881 015	180 229		4 061 244
	Mobiliers	108 145	45 725		153 870
	Autres				
Immobilisations financières	Total 3	6 297 857	229 254		6 527 111
	Participation et créances rattachées à des participations	50 400	1 520		51 920
	Autres titres immobilisés	2 043 852	6 756		2 050 608
	Prêts Microcrédit	366 176 096	198 853 738	172 552 850	392 476 984
	Autres immobilisations financières	817 346	59 058	7 180	869 224
Total 4		369 087 694	198 921 072	172 560 030	395 448 735
Total (1 + 2 + 3 + 4)		381 274 697	199 548 815	172 560 030	408 263 482

Tableau des amortissements

Situation et mouvements Rubriques		A Amortissements cumulés au début de l'exercice	B Augmentations Dotations de l'exercice	C Diminutions d'amortissements de l'exercice	D Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immos incorporelles	Frais d'établissement				
	Total 1				
	Autres immobilisations incorporelles	5 371 021	254 332		5 625 353
	Total 2	5 371 021	254 332		5 625 353
Immos . Corporelles	Constructions				
	Inst.générales - agencement,construct°				
	Inst.techniq.- mat. & outillage industriel				
	Inst.générales - aménagements divers	883 151	123 098		1 006 249
	Matériel de transport	817 234	3 300		820 534
	Matériel de bureau et d'informatique	3 881 015	180 229		4 061 244
	Mobiliers	108 142	45 725		153 867
	Total 3	5 689 542	352 353		6 041 894
Immobilisations financières	Participation et créances rattachées à des participations	12 993		12 993	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts Microcrédit	12 941 823	1 521 364		14 463 187
	Autres immobilisations financières		137 883		137 883
	Total 4	12 954 816	1 659 247	12 993	14 601 070
Total (1 + 2 + 3 + 4)		24 015 380	2 265 932	12 993	26 268 319

2.2 Les immobilisations financières

2.2.1 Les prêts et provisions sur prêts

2.2.1.1 Présentation en comptabilité de la provision

La part des prêts garantis par les partenaires est mentionnée en hors bilan. Le bilan de l’association ne comporte que la part de risque supportée par l’association avec impact sur le résultat.

Les garanties apportées par les partenaires de l’Adie, hors bilan, sont représentées au § 5.3

2.2.1.2 Calcul de la provision

Le pourcentage de provision appliqué à chaque prêt, toutes géographies confondues, dépend du nombre d’échéances de retard du prêt au 31 décembre. Le montant de la dépréciation est net des garanties octroyées.

Le tableau suivant indique le pourcentage de provision ainsi appliqué en fonction du nombre d’échéances de retard :

Nb d’échéances de retard	Taux de provision
[0;2[0 %
[2;6[75 %
6 et +	100 %

Les règles de passage en pertes des prêts d’honneur ont évolué depuis 2023 afin que le niveau d’encours des prêts d’honneur reflète le risque de non recouvrement.

Les pertes de l’année sont comptabilisées en charges financières, à hauteur de leur valeur brute.

Les fonds de prêts d’honneur inscrits au passif dans les fonds propres de l’association couvrant par convention le risque sur les prêts d’honneur qu’ils financent sont consommés à hauteur de cette couverture du risque, générant en contrepartie un produit financier.

Depuis 2023, les prêts d’honneur sont passés comptablement en perte au moment de leur entrée en contentieux.

En conséquence le détail des prêts aux clients au 31/12/2025 est le suivant :

Tableau des prêts aux clients en 2025

	Encours à la clôture de l'exercice	Provisions pour dépréciation à la clôture de l'exercice
Microcrédits	358 921 679	14 463 187
Prêts d'honneur	33 555 305	
Total des prêts aux clients	392 476 984	14 463 187
Pour rappel 2024	366 176 096	12 941 823

2.2.2 Les autres immobilisations financières

Exception faite des prêts aux clients, les autres immobilisations financières sont composées pour l'essentiel :

- de nantissements souscrits lors de la mise en place d'emprunts bancaires pour un total de 2 051 K€ ;
- de 52 K€ de participations :
 - Adie Microfranchise Solidaire Investissement : 20 K€
 - Microlux : 10 K€
 - Microstart : 10 K€
 - AFI (Grèce) : 10 K€
 - SIDI : 1,5 K€
- de 869 K€ de dépôts de garantie concernant des loyers.

Etat échéances des immobilisations financières

Immobilisations financières	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Echéances à plus 1 an
Titres immobilisés, contrats de capitalisation	2 050 608	2 050 608	
Prêts aux clients	392 476 984	209 917 286	182 559 698
Dépôts de garantie	869 224	6 635	862 589
Total	395 396 816	211 974 529	183 422 287

2.3 Les créances

Le poste des subventions d'exploitation à recevoir (tous exercices confondus) compose l'essentiel des créances.

Les subventions d'investissement à recevoir correspondent aux fonds de prêts d'honneur ou de primes (à reverser aux créateurs) notifiés dans des conventions mais non encore encaissés.

Les garanties appelées et en attente d'encaissement sont comptabilisées en créances à l'actif du bilan.

Etat échéances des créances			
Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Echéances à plus 1 an
Subventions d'investissement et pour compte (primes) à recevoir au 31/12/2025	2 711 420	2 711 420	
Subventions d'exploitation 2025 et postérieures à 2025 à recevoir	23 042 368	22 058 626	983 742
Subventions d'exploitation 2024 à recevoir	15 526 247	11 431 929	4 094 318
Subventions d'exploitation antérieures à 2024 restant à recevoir	8 618 314	8 618 314	
Créances sur charges sociales	315 115	315 115	
Garanties à encaisser	6 261 366	6 261 366	
Autres	762 629	762 629	
Charges constatées d'avance	114 1974	114 1974	
<i>Dont CCA d'exploitation</i>	<i>114 1974</i>	<i>114 1974</i>	
Total	58 379 433	53 301 373	5 078 060

3. Présentation des comptes de l'Adie : le passif du bilan

3.1 Les fonds propres

Les fonds propres sans droit de reprise et les fonds propres avec droit de reprise augmentent du montant des nouvelles dotations en 2025 et diminuent des montants de prêts d'honneur adossés passés en pertes, et des fonds remboursés.

La baisse en 2025 est liée à davantage de pertes enregistrées sur l'année que de dotations nouvelles de fonds de prêts d'honneur.

Par ailleurs, les fonds propres sont diminués du montant du déficit réalisé en 2025.

Les réserves sont diminuées et augmentées en fonction des décisions d'affectation prises à l'Assemblée générale de 2025.

Tableau de variation des fonds propres								
VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise	21 300 818			1 870 310		2 322 793		20 848 335
Fonds propres avec droit de reprise	29 535 298			1 523 845		4 479 191		26 579 952
Ecart de réévaluation								
Réserves	28 580 912	71 510		4 035 490		1 759 997		30 927 915
Report à nouveau								
Excédent ou déficit de l'exercice	71 510	-71 510				1 807 121		-1 807 121
Dotations consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
TOTAL	79 488 538			7 429 645		10 369 102		76 549 081
Titres associatifs	10 000 000							10 000 000
AUTRES FONDS PROPRES	10 000 000							10 000 000
Fonds reportés liés aux legs ou donations								
FONDS REPORTES ET DEDIES								

3.1.1 Les titres associatifs

L'Adie a émis des titres associatifs en mars 2022 pour une valeur de 10 M€. Ces titres sont une créance de dernier rang et sont classés en autres fonds propres, conformément au règlement n° 2020-08 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) modifiant le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'Adie devra rembourser les détenteurs de titres associatifs après une période de 7 ans dès lors qu'elle aura accumulé 10 M€ de résultats positifs à compter de l'année civile suivant l'émission (soit 2022).

3.1.2 Les fonds de prêts apport en capital

Une partie des fonds propres avec droit de reprise et des fonds propres sans droit de reprise sont dédiés à l'activité de prêts apport en capital. Les prêts apport en capital sont octroyés en complément d'un microcrédit professionnel.

Les fonds de prêts apport en capital sont dotés par des partenaires privés (banques, Fonds Adie, autres entreprises) et publics (collectivités locales, Bpifrance, Caisse des Dépôts, État). Ces versements sont en règle générale mutualisés au sein de fonds régionaux, mobilisables par les directions régionales en fonction du lieu d'habitation du créateur d'entreprise.

Fonds propres avec ou sans droit de reprise liés au financement des prêts apport en capital

Régions	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	1 551 942
Bourgogne-Franche-Comté	1 227 695
Bretagne	1 103 422
Centre-Val de Loire	1 248 514
Corse	2 748 731
Grand Est	993 468
Guadeloupe	896 641
Guyane	935 872
Hauts-de-France	610 603
Île-de-France	7 824 511
La Réunion	2 338 723
Martinique	1 236 621
Mayotte	3 113 042
National	4 612 263
Normandie	792 552
Nouvelle-Aquitaine	1 561 739
Nouvelle-Calédonie	3 014 469
Occitanie	1 075 975
Pays de la Loire	913 639
Polynésie Française	2 220 637
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 261 836
Total	43 282 894

3.1.3 Détail des fonds de crédit

Les fonds de crédit ont historiquement été dotés par des partenaires publics ou privés, avant la modification de l'article L511-6 du code monétaire et financier. A cette période, l'Adie réalisait ses opérations de microcrédits soit sur ces fonds de crédits soit par des opérations hors bilan directement réalisées par les partenaires bancaires (Caisse d'Épargne et Crédit Coopératif essentiellement). Ces fonds sont valorisés à hauteur des montants des conventions signées avec les partenaires, déduction faite des pertes constatées sur l'ensemble des exercices comptables.

Fonds de crédit (Fonds propres avec droit de reprise)	
Partenaires	Total
Caisse d'épargne Picardie	30 000
CDC Antilles	55 592
Ceral	2 798
Cetelem	56 989
Conseil régional Champagne-Ardenne	273 113
Conseil régional d'Ile De France	362 297
Crédit Immobilier de France	936
Guyane	173 327
La Réunion	262 561
Mayotte //Dirad et Préfecture	1 056 046
Nouvelle Calédonie	26 389
UBER	1 707
Total	2 301 754

3.1.4 Détail des fonds de garantie

Des fonds de garantie ont été anciennement constitués par des apports extérieurs, souvent par des partenaires bancaires, ou des Conseils départementaux en garantie des microcrédits décaissés sur leurs fonds. Les garanties mises en place avec le Fonds de Cohésion Sociale, le FEI et avec les banques ont progressivement rendu le recours à ces fonds moins nécessaire.

Ces fonds sont diminués des pertes enregistrées sur les prêts qu'ils garantissent.

Fonds de garantie (Fonds propres avec droit de reprise)

Partenaires	Total
BNP Paribas	201 866
Crédit Coopératif	39 091
CG 44 Loire Atlantique	41 354
Crédit Municipal Pays de Loire	207 445
Fape	179 284
HSBC Continental Europe	237 000
Financière du Cèdre	14 922
Total	920 962

3.2 Les provisions pour risques et charges

Figurent au bilan la valeur nette des provisions suivantes :

- les provisions pour risques prud'homaux ;
- les provisions pour garantie des prêts

Le détail de l'ensemble des provisions figure au § 4.4

3.3 Les dettes financières

Avec le renouvellement de l'habilitation de l'Adie en juin 2012 sans limitation de durée, (dans le cadre de la modification de l'article L.511-6 du code monétaire et financier permettant à l'Adie d'emprunter pour prêter aux créateurs), l'Adie a assuré la croissance de son activité principalement grâce à des emprunts auprès de banques et d'institutions financières.

Fin 2025, les dettes financières permettant de refinancer l'encours de microcrédits provenaient des ressources suivantes :

- Emprunts auprès de 59 partenaires bancaires à hauteur de 75 %.
- Emprunts résultant de la mise à disposition de l'Adie de l'épargne solidaire (principalement épargne salariale solidaire) pour 11 %.
- Emprunts auprès d'organismes non bancaires pour un total de 13 % de l'encours de microcrédits : principalement l'Agence Française de Développement qui procure des ressources pour l'Outre-mer, Bpifrance et la Banque du Conseil de l'Europe.

S'ajoutent à ces dettes financières les ressources suivantes, comptabilisées en Fonds Propres (cf. § 3.1), qui permettent également de financer une partie de l'encours de microcrédits :

- Fonds provenant de l'émission des titres associatifs (cf. §3.1.1)
- Fonds de crédit (cf. §3.1.3)

Chaque microcrédit refinancé par les partenaires bancaires est dans un premier temps financé sur fonds propres avant d'être refinancé par une ligne bancaire. Les fonds propres sont ainsi mobilisés pour pré-financer plusieurs mois d'activité.

Etat des emprunts et des dettes				
Dettes	Montant brut au 31/12/2024	Exercice 2025		
		Nouveaux emprunts	remboursements	Montant au 31/12/2025
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	285 825 540	159 254 897	138 209 122	306 871 315
<i>dont emprunts refinançant les microcrédits</i>	<i>285 781 678</i>	<i>159 224 880</i>	<i>138 209 122</i>	<i>306 797 436</i>
Emprunts et dettes financières divers	47 713 886	13 388 937	9 082 025	52 020 799
<i>dont épargne solidaire refinançant les microcrédits</i>	<i>47 332 025</i>	<i>12 825 000</i>	<i>9 082 025</i>	<i>51 075 000</i>
Total	333 539 426	172 643 835	147 291 146	358 892 114

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	306 871 315	148 256 624	158 614 691	
<i>dont emprunts refinançant les microcrédits</i>	<i>306 797 436</i>	<i>148 182 745</i>	<i>158 614 691</i>	
Emprunts et dettes financières divers	52 020 799	12 345 799	39 675 000	
<i>dont épargne solidaire refinançant les microcrédits</i>	<i>51 075 000</i>	<i>11 400 000</i>	<i>39 675 000</i>	
<i>dont contrat impact social</i>				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 786 881	1 786 881		
Dettes fiscales et sociales	8 111 332	8 111 332		
Autres dettes (dont Primes et Garanties appelées)	46 426 934	14 113 107	32 313 827	
Produits constatés d'avance	19 328 621	5 078 060	14 250 561	
Total	434 545 882	189 691 803	244 854 079	

3.4 Les dettes d'exploitation

Les dettes autres que les dettes financières sont principalement composées des postes suivants :

- Les dettes fournisseurs augmentent de 31 % du fait de l'augmentation de factures non parvenues en fin d'année.

- Le poste des dettes fiscales et sociales est en hausse de 5%, soit +0,4 M€, du fait principalement de l'augmentation de la provision congés payés, en lien avec l'évolution des effectifs.
- Les garanties appelées sur des prêts toujours enregistrés en encours. Les mécanismes de garantie, autres que bancaires, sont actionnés dès la prononciation de la déchéance du terme du prêt garanti. La quote-part garantie est alors versée par le partenaire. Le prêt étant toujours en encours, le versement du partenaire est comptabilisé au passif. Ce poste sera diminué au moment du passage en perte du prêt, avec pour contrepartie la diminution de l'encours de microcrédits à l'actif, liée au passage en perte ;
Ce poste est en hausse de +21% en 2025, sous l'effet de la croissance de l'encours de microcrédits en phase de recouvrement contentieux de +16%, et de et de l'internalisation des dépôts de garantie réalisés par des clients de l'Adie, en garantie de leur prêt (+1,0 M€) ;
- Les primes accordées à l'Adie par les conseils régionaux, et l'Etat qui seront ensuite reversées par l'Adie aux porteurs de projets d'entreprises.
Ces primes à reverser aux entrepreneurs financés par l'Adie diminuent très légèrement de 0,1 M€, du fait de leur versement aux clients de l'Adie. Elles constituent une dette vis-à-vis des futurs entrepreneurs à qui ces primes seront versées.
- Les fonds de « Prêts à Taux Zéro » (« PTZ »), anciennement Nacre, versés à l'Adie pour qu'elle les prête aux porteurs de projets. Ce poste est en baisse par rapport à 2024 de 340 K€, du fait du reversement à France Active, gestionnaire du dispositif, des montants remboursés par les clients ;

Détail des dettes et charges à payer		
	31/12/2025	31/12/2024
Fournisseurs	459 184	490 384
Fournisseurs - factures non parvenues	1 327 697	873 427
Dettes fiscales et sociales	8 111 332	7 733 889
- <i>personnel charges à payer dont notes de frais</i>	24 415	66 263
- <i>Comité Social et Economique</i>	48 325	66 528
- <i>organismes sociaux</i>	955 507	1 124 735
- <i>dettes liées aux congés à payer</i>	4 382 869	4 066 463
- <i>dettes liées aux primes sur salaires à verser</i>	1 138 567	1 042 301
- <i>personnel compte épargne temps</i>	1 170 443	972 972
- <i>taxes sur salaires et diverses charges personnel</i>	255 985	248 586
- <i>autres dettes fiscales et sociales</i>	135 221	146 041
Autres dettes	46 426 934	39 427 461
- <i>dispositif NACRE</i>	442 100	782 535
- <i>autres primes à reverser</i>	3 189 387	3 328 944
- <i>microassurance</i>	64 511	58 067
- <i>Garanties</i>	42 590 816	35 117 023
- <i>débiteurs divers</i>	140 120	140 892
TOTAL	56 325 147	48 525 161

Les produits constatés d'avance correspondent à des subventions d'ores et déjà accordées à l'Adie, relatives aux exercices à venir. Leur baisse en 2025 est essentiellement liée à des financements pluriannuels portant sur l'année 2025, et qui était déjà accordés fin 2024. Il s'agit de plusieurs financements, donc le financement « Entrepreneuriat Quartier 2030 » au titre de l'année 2025 pour 5,5 M€.

4. Présentation des comptes de l'Adie : le compte de résultat

4.1 Le résultat d'exploitation

4.1.1 Les subventions d'exploitation

Les subventions de fonctionnement sont comprises dans les produits de l'association lorsque :

- Cette dernière a reçu une notification d'une collectivité locale (par acte administratif) ou d'un organisme financeur ;
- Et/ou une convention de financement a été signée entre les parties ;
- Et/ou une délibération désigne l'Adie comme bénéficiaire d'une subvention ;
- Et/ou un ou plusieurs versements ont eu lieu.

Les dépenses engagées avant que l'association ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits, exception faite lorsque la subvention a été encaissée par l'association.

Seuls les produits correspondant à des droits acquis sur les partenaires financiers, déterminés par l'analyse des conventions de financement, sont rattachés et enregistrés à l'exercice comptable. Dans le cas où il existe des conditions suspensives, les subventions ne sont enregistrées en produits qu'à la levée de ces conditions.

Les subventions de fonctionnement accordées pour plusieurs exercices à l'Adie sont réparties en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut, prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance » (cf. tableau correspondant au § 3.3).

Les financements privés provenant d'organismes sans but lucratif sont comptabilisés en « contribution financières reçues ».

4.1.2 Les diminutions / augmentations sur conventions des années antérieures

Les produits à recevoir sur subventions de fonctionnement (subventions non encore encaissées à la fin de l'exercice) font l'objet d'une évaluation prudente. En effet, les conventions de financement comportent généralement des clauses qui attachent le montant des subventions à la réalisation d'objectifs annuels (prêts accordés, réalisation budgétaire, production de rapports dans certains délais...). Ces clauses conduisent l'Adie à constater une diminution des produits quand les conditions mentionnées dans la convention ne sont clairement pas remplies et une provision pour dépréciation des produits à recevoir sur subventions quand un risque sur le versement total subsiste. Il convient de noter que les conventions de financement prévoient généralement de limiter le montant de la subvention allouée en fonction des objectifs à atteindre et stipulent rarement un reversement intégral de la subvention. La réduction éventuelle de la subvention s'effectue en principe sur le dernier versement (produits à recevoir).

Lorsqu'un avenant est signé sur une convention portant sur une année antérieure, celui-ci est comptabilisé de manière à ajuster le solde restant à recevoir notifié.

4.1.3 Les dotations aux dépréciations sur subventions à recevoir

La base de la dotation est le montant des créances vis-à-vis des financeurs, diminué des produits constatés d'avance (ils concernent les exercices ultérieurs), des subventions à reverser à des partenaires (elles sont enregistrées en dettes de l'exercice et ne sont reversées par l'Adie que lorsque cette dernière a reçu les fonds de ses financeurs), des versements sur subventions enregistrés jusqu'à la date d'établissement des comptes annuels.

Le versement des subventions (ou du solde des subventions) nécessite un délai qui peut être très long et demande de nombreuses relances, d'où le risque que l'Adie associe à ces produits.

Le taux de provision est de 50% pour toutes les créances relatives aux subventions restant à recevoir de l'exercice 2024, de 75% pour les exercices 2023 et 2022 et de 100% pour les exercices antérieurs.

S'agissant spécifiquement des fonds FSE, La dépréciation est de 20% pour les conventions de 2023, de 50% pour l'exercice 2022 et de 100% pour les exercices antérieurs à 2022. Ce traitement spécifique tient compte des longs délais habituels de versement sur ces subventions.

Pourcentage de dépréciation	N-1	N-2	N-3	> 3 ans
Subventions hors FSE	50%	75%	75%	100%
Subventions FSE		20%	50%	100%

Par ailleurs, dès lors qu'un risque de diminution de subvention est avéré, soit suite aux conclusions des contrôles effectués par le financeur, soit parce que les objectifs fixés dans la convention n'ont pas été atteints, une provision est comptabilisée.

4.1.4 Les dons manuels

- Les dons manuels sont principalement constitués :
- des dons IFI pour 99 062 € ;
 - des abandons de frais par des bénévoles pour 190 118€ ;
 - de dons sur livrets Développement Durable Solidaires pour 184 120 €.

Ces dons sont traités plus globalement dans le § 6 – Le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public.

4.1.5 Les contributions financières reçues

Les fonds versés par le Fonds Adie (673 K€) sont enregistrés en « Contributions financières reçues », sauf les fonds versés au titre d'apports en fonds de prêts apport en capital qui sont comptabilisés en fonds propres.

De même, sont comptabilisés en contributions financières reçues les frais d'expertise de 75 € par prêts versés par le FOGEFI dans le cadre du dispositif de garantie du Fonds de Cohésion Sociale, géré par France Active Garantie, ainsi que les contributions reçues qui étaient auparavant comptabilisées en Mécénat.

4.1.6 Les cotisations

Elles constituent l'exécution d'une obligation contractuelle résultant de l'adhésion à l'association. Par prudence, seules les cotisations encaissées sont comptabilisées. Les cotisations appelées mais non encaissées ne sont pas comprises dans les produits d'exploitation.

4.2 Le résultat financier

Le tableau ci-dessous détaille les produits et charges financiers liés à l'activité de distribution et gestion de crédits de l'Adie.

Les produits financiers sont de quatre ordres :

- les intérêts perçus au taux annuel de chaque contrat de microcrédit (taux fixe pour le client),
- la « contribution de solidarité » perçue en une fois au moment du décaissement du prêt,
- la reprise sur provisions pour microcrédits risqués liée soit au passage en perte des créances, soit à une diminution du risque sur les prêts concernés,
- la quote part de fonds de prêts d'honneur qui couvre les pertes sur prêts d'honneur
- les intérêts sur placements, qui eux ne sont pas liés à l'activité de crédit.

Les charges financières sont composées :

- des pertes prononcées sur les microcrédits (quote-part de risque de l'Adie une fois les mécanismes de garantie mobilisés), et les prêts d'honneur.
- de la dotation aux provisions née d'une nouvelle photographie de l'encours risqué prise au 31/12/2025, en application de la méthode de provision décrite dans le § 2.2.1.2, à laquelle s'ajoute une provision spécifique liée aux mécanismes de garanties régionaux des prêts octroyés en Nouvelle-Calédonie et à Wallis et Futuna, pour lesquels des appels en garantie effectués depuis 2016 n'ont toujours pas été versés. Cette provision s'élève, fin 2025, à 177 K€.
- des intérêts sur les emprunts permettant d'adosser la production de prêts.

Incidences sur le résultat des opérations liées au crédit		
Rubriques	Produits financiers liés au crédit	Charges financières liées au crédit
Contributions de solidarité	11 802 600	
Revenus d'intérêts sur microcrédits	26 321 384	
Revenus sur créances diverses	59	
Reprise sur provisions microcrédits	2 747 234	
Régularisation sur prêts passés en pertes	369 416	
Quote part de dotation non consommable virée en compte de résultat	3 642 288	
Pertes microcrédits		6 648 592
Dotation provisions microcrédits		4 419 721
Intérêts versés sur emprunts bancaires		8 662 087
Intérêts sur épargne solidaire		1 042 646
Coupons titres associatifs / CIS		150 000
Total	44 882 981	20 923 046

4.3 Synthèse des provisions

Tableau des provisions ayant une incidence sur le résultat				
Situations et mouvements Rubriques	Provisions au début de l'exercice A	Augmentations : dotations de l'exercice B	Diminutions : reprises de l'exercices C	Provisions à la fin de l'exercice D
Provision pour risques prud'hommes	600	18 560	600	18 560
Provision sur risque social				
Provision sur travaux à venir				
Autres prov./risques		315 115		315 115
Provision pour risque sur garantie	163 000	13 240		176 240
Total provisions pour risques et charges	163 600	346 914	600	509 914
Provision sur titres de participation	12 994		12 994	
Provision sur prêts	12 941 823	4 406 481	2 747 234	14 601 070
Provision pour dépr. sub à recevoir	2 411 735		549 296	1 862 439
Provision sur actif circulant	548 929	30 901	14 351	565 479
Total provisions sur actif	15 915 481	4 437 382	3 323 874	17 028 989
Total des provisions	16 079 081	4 784 296	3 324 474	17 538 903
Dont dotations :				
- d'exploitation		364 575	577 240	
- financières		4 419 721	2 747 234	
- exceptionnelles				

Les provisions à la fin de l'exercice sont comptabilisées

- au passif pour les provisions risques et charges
- à l'actif pour les provisions sur les immobilisations financières, et les provisions sur subventions

Les augmentations et diminutions de provisions sont quant à elles visibles dans le compte de résultat (les dotations sont en charges et les reprises en produits)

- dans la partie financière s'agissant des provisions sur prêts et sur les titres de participation
- dans la partie exploitation pour toutes les autres provisions

Les principales dotations concernent :

- la provision sur prêts
- les provisions sur subventions

Les principales reprises correspondent à la reprise de provision sur prêts.

Enfin, l'Adie réévalue chaque année la provision sur les titres détenus sur la structure AMSI, et des institutions de microcrédit (MicroLux, Microstart et Afi).

A fin décembre 2025, cette évaluation est basée sur la situation financière la plus récente de ces entités.

Tableau des filiales et participations									
Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur Brute des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'exercice
I - Renseignements détaillés concernant les filiales et participations									
AMSI - France (a)	520 000	134 637	3,85%	20 000				20 531	néant
Microlux - Luxembourg (a)	762 304	9 971	4,74%	10 000				(714)	néant
Microstart - Belgique (a)	3 982 110	(1260 845)	0,27%	10 000				(833 045)	néant
Afi - Grèce (a)	582 714	(91658)	2,00%	10 400				(168 826)	néant
SIDI (Solidarité International Develop Invest) (b)	15 000 000		0,01%	1520					néant
Total				51 920					
(a) Chiffres relatifs à l'arrêté comptable du 31/12/2024									
(b) Souscription le 17 avril 2025									

4.5 Le commissaire aux comptes

Les charges d’honoraires du commissaire aux comptes enregistrées au titre de 2025 s’élèvent à :

- 52 200 € pour le contrôle des comptes annuels Adie
- 8 400 € pour les missions ponctuelles Adie (notamment certifications des comptes régionaux pour le FSE)

4.6 Les salariés et les dirigeants de l’Adie

L’effectif total au 31/12/2025 s’établit à 932 (contre 902 au 31/12/2024) dont :

- 349 hommes et 583 femmes ;
- 888 CDI et 44 CDD.

La rémunération brute des trois plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles de l’association, au sens de l’article 20 de la loi du 23 mai 2006, s’est élevée à 0 € au titre de l’exercice 2025.

Par ailleurs la rémunération brute soumise à cotisations des cinq plus hauts salaires de l’association s’est élevée à 507 432 € au titre de l’exercice 2025.

5. Les engagements hors bilan

5.1 Engagements de départ en retraite

Une indemnité de départ en retraite a été calculée à titre indicatif mais non provisionnée. Elle s’élève à 1 237 720 € pour 2025 contre 1 162 344 € pour 2024, charges patronales incluses. La légère hausse en 2025 est liée à l’augmentation des effectifs, et à l’augmentation des salaires, en partie compensée par la hausse du taux d’actualisation entre le 31/12/2024 et le 31/12/2025.

L’indemnité de départ en retraite est calculée en fonction des éléments suivants :

Méthode d'évaluation : suivant la recommandation du CNC reprenant la norme IAS n°19

- Table de mortalité (hommes/femmes) : TF 00-02 (avec décalage d'âge)
- Départ volontaire à 65 ans
- Catégorie : Ensemble du personnel
- Probabilité d'être présent à l'Adie au terme : table de rotation du personnel
- Evolution annuelle des salaires : 1,8 %
- Charges sociales patronales : 40%
- Taux d'actualisation : 3,85%

5.2 La sectorisation concernant les activités de microfranchise solidaire, les activités internationales et diverses prestations

Les activités Microfranchise solidaire, Internationale et Microassurance sont fiscalisables.

Le résultat 2025 est déficitaire de -140 K€. Il n'y a donc pas d'impôt à payer.

Adie - activité sectorisée	
Libellé	Montants
Charges d'exploitation	-613 517
Produits d'exploitation	473 684
Total Bénéficiaire	-139 833

5.3 Les garanties sur les prêts

Le tableau ci-dessous représente la garantie apportée par les différents dispositifs, sur les prêts provisionnés, garantie qui n'est pas visible au bilan, qui ne tient compte que de la quote-part de risque qui pèse sur le compte de résultat de l'Adie.

Engagements hors bilan

Provisions sur prêts à la clôture de l'exercice	31/12/2025
Provisions sur garanties bancaires	8 277 801
Provision sur fonds de garantie	58 054
Provision sur la garantie FOGEFI	22 056 309
Provision sur la garantie FEI	14 693 334
Provision sur la garantie Fonds de cohésion sociale	7 128 122
Provision sur les garanties de Nouvelle Calédonie	1105 181
Provision sur fonds de crédit	451 214
Total	53 770 015

Le tableau ci-dessous illustre pour chacun des dispositifs de garantie les engagements disponibles pour la prise en charge de pertes futures, en l'état des conventions signées avec chaque partenaire.

Engagements hors bilan

Garanties sur les prêts-disponible sur contrat	31/12/2025
Engagements des partenaires bancaires	17 162 116
Engagement du FOGEFI	15 794 892
Engagement du FEI Easi	3 301 651
Engagement du FEI EGF	12 783 382
Engagement du FEI Invest EU	14 587 707
Engagement du Fonds de Cohésion Sociale (microcrédits personnels)	8 370 230
Engagements des fonds de garantie sur la Nouvelle Calédonie	1105 181
Total	73 105 159

Les prêts en Nouvelle Calédonie sont garantis par des fonds régionaux. Le niveau d'engagement lié à ces garanties est fonction de la capacité des fonds qui couvrent par ailleurs d'autres structures.

5.4 Garantie donnée sur les emprunts

Dans le cadre des engagements hors bilan, le capital restant dû sur les emprunts bancaires est lié à un acte de cession de créances professionnelles soumis aux articles L.313-23 à L.313-34 du Code Monétaire et Financier.

5.5 Emprunts signés restant à débloquent

En fin d'année, certains emprunts signés par l'Adie n'ont pas encore été débloqués. Ils pourront l'être au cours de l'année 2026 pour financer des microcrédits.

6. Avantages et ressources provenant de l'étranger

Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2025						
Etat du contributeur	Date (b) de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique (c) du contributeur	Nature (d) de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou indirect (d) de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement (d)	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource (d)
BELGIQUE	16/01/2025	personne morale	espèces	direct	VIREMENT	289
BELGIQUE	14/03/2025	personne morale	espèces	direct	VIREMENT	3 600
BELGIQUE	26/03/2025	personne morale	espèces	direct	VIREMENT	3 600
BELGIQUE	02/06/2025	personne morale	espèces	direct	VIREMENT	1 974
BELGIQUE	10/07/2025	personne morale	espèces	direct	VIREMENT	2 125
BELGIQUE	23/10/2025	personne morale	espèces	direct	VIREMENT	-1 125
Total-Etat BE						10 463
ALLEMAGNE	07/11/2025	personne physique	espèces	direct	CB	120
Total-Etat DE						120
ESPAGNE	22/12/2025	personne morale	espèces	direct	VIREMENT	2 350
ESPAGNE	23/12/2025	personne morale	espèces	direct	VIREMENT	14 900
Total-Etat ES						17 250
LUXEMBOURG	31/03/2025	personne morale (FEI)	espèces	direct	VIREMENT	1164 046
LUXEMBOURG	02/04/2025	personne morale (FEI)	espèces	direct	VIREMENT	9 208
LUXEMBOURG	30/06/2025	personne morale (FEI)	espèces	direct	VIREMENT	1045 907
LUXEMBOURG	01/07/2025	personne morale (FEI)	espèces	direct	VIREMENT	96 504
LUXEMBOURG	31/07/2025	personne morale (FEI)	espèces	direct	VIREMENT	23
LUXEMBOURG	26/09/2025	personne morale (FEI)	espèces	direct	VIREMENT	3 466
LUXEMBOURG	29/09/2025	personne morale (FEI)	espèces	direct	VIREMENT	1172 602
LUXEMBOURG	19/12/2025	personne morale (FEI)	espèces	direct	VIREMENT	851 790
LUXEMBOURG	23/12/2025	personne morale (FEI)	espèces	direct	VIREMENT	213 554
Total-Etat LU						4 557 100
MAURICE	10/01/2025	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/02/2025	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/03/2025	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/04/2025	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/05/2025	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/06/2025	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/07/2025	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/08/2025	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/09/2025	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/10/2025	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/11/2025	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/12/2025	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
Total-Etat MU						12
PAYS-BAS	04/11/2025	personne morale	espèces	direct	VIREMENT	1 000 000
Total-Etat NL						1 000 000
POLOGNE	30/07/2025	personne morale	espèces	direct	VIREMENT	16 156
Total-Etat PL						16 156
Total général						5 601 101

a : Les avantages et ressources sont regroupés par État.

b : Les avantages et ressources sont classés, pour chaque État, par ordre chronologique en fonction de la date de l'encaissement ou, pour un avantage ou une ressource non pécuniaire, la date à laquelle il est effectivement acquis ou la période durant laquelle il est accordé.

c : Indiquer s'il s'agit :

- d'un État ou d'une autre collectivité publique ;
- d'une autre personne morale ;
- d'une personne physique.

d : Conformément à l'article 4 du décret n° 2021-1812 du 24 décembre 2021.

7. Tableau du compte de résultat par origine et destination suivi du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

L'Adie reçoit des dons directement ou indirectement grâce à des partenaires organisant des collectes au profit des actions de l'association. Une bonne partie des dons provient également des abandons de frais réalisés par les bénévoles de l'Adie.

Par ailleurs, l'Adie reçoit des financements d'entreprises sous forme de « mécénat ».

Conformément au règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, l'Adie présente son compte de résultat par origine et destination suivi du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, accompagné des informations relatives à son élaboration, soit inclus dans l'annexe des comptes annuels.

7.1 Les emplois

La mission sociale

L'Adie a une mission sociale qui est de promouvoir directement ou indirectement le droit à l'initiative économique des catégories de population les plus défavorisées porteuses de projets de création ou de développement d'activité économique. Cette mission donne aux porteurs de projets l'accès (ou le retour) à l'emploi, en les plaçant dans des conditions leur permettant d'exercer ce droit par l'octroi de toutes formes de concours et appuis en particulier techniques et/ou financiers adaptés à leur situation et à leurs besoins.

Le coût des missions sociales d'un montant total de 66 176 811 € est notamment valorisé par :

- 87% des charges de personnel du réseau de l'Adie et 100% des autres charges du réseau de l'Adie pour un montant de 36 586 473 €
- les charges des plateformes d'accueil, de recouvrement, de gestion des prêts, incluant les charges financières pour un montant de 26 247 788 €
- les frais de plaidoyer pour un montant de 133 758 €
- les frais de la direction du développement, du Réseau, et des Opérations pour un montant de 1 166 815 €
- les frais liés aux activités sectorisées (activité internationale, activité micro-assurance) pour un montant de 322 784 €
- les frais de communication clients pour un montant de 1 330 098 €
- une quote-part des dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles, et de la provision pour congés payés.

Frais de recherche de fonds

Les frais de recherche de fonds correspondent :

- aux charges directes du service de collecte,
- à 11% des charges de personnel du réseau de l'Adie,
- à une quote-part des dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles.

Frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement correspondent au total des charges diminuées des frais de mission sociale et des frais de recherche de fonds mentionnés ci-dessus. Ces frais concernent principalement les fonctions du siège, et les dotations aux provisions sur prêts risqués.

La répartition des coûts est faite sur la base de la comptabilité analytique. Les charges indirectes sont réparties au prorata du total des charges de chaque rubrique.

7.2 Les ressources

Les ressources collectées auprès du public correspondent à :

- la ligne « Dons » du compte de résultat pour 473 K€. Ce montant provient des sommes suivantes :
 - 190 K€ d'abandon de frais de la part des bénévoles
 - 99 K€ de dons sur IFI
 - 184 K€ issus de Livrets Développement Durable Solidaires
- La ligne « Mécénat » du compte de résultat pour 814 K€.

Les concours publics et subventions d'exploitation correspondent aux subventions publiques, soit au total 35 442 K€.

Les autres produits non liés à la générosité du public correspondent essentiellement aux produits financiers sur les prêts.

Les emplois des ressources liées à la générosité du public permettent de financer l'intégralité des frais d'appel à la générosité du public, en dehors de ceux financés sur ressources propres de l'Adie, et de financer les missions sociales, et les frais de recherches d'autres ressources, au prorata du total des charges de chacune de ces catégories et dans le respect de la volonté des donateurs et mécènes qui ont souhaité flécher leurs dons sur des projets spécifiques.

7.3 Les contributions volontaires

L'Association regroupe en moyenne sur l'année 1 240 bénévoles (1 303 bénévoles à fin décembre 2024, contre 1 176 fin décembre 2024) et dispose, dans certaines régions, de locaux à titre gratuit (au nombre de 301, y compris les permanences). Les bénévoles effectuent des missions diverses à l'Adie. Ils sont mobilisés sur l'ensemble des temps forts de la relation client, instruction de demande de crédit incluse. Les bénévoles sont également mobilisés dans les directions du siège où ils viennent en appui, soit via des missions administratives, soit avec une fonction d'expert.

Les contributions volontaires effectuées à titre gratuit par les bénévoles ont été valorisées à 17,6 M€ pour l'exercice 2025 sur la base des éléments suivants :

- Le nombre de jours moyens d'intervention par bénévole sur une année est de 47,8 (donnée issue de l'enquête bénévoles 2024) ;
- La valeur de chaque journée de travail est établie à 297,54 €.

Le Bureau du 22 janvier 2015 a fixé comme référence pour valoriser le travail des bénévoles le calcul suivant : coût annuel équivalent à 2 fois le SMIC brut complété des charges patronales (à 50%), avec un SMIC de référence pris au 1^{er} janvier de l'année N. Le coût jour est obtenu en divisant le montant obtenu par 218 jours ouvrés.

Les autres contributions en nature sont des mises à disposition de locaux pour un nombre de 301, dont :

- 7 sont valorisées selon les conventions à 5 804 € pour l'année 2025
- 301 ne sont pas valorisés dans les conventions. La valorisation de ces locaux est estimée à 352 376,24 € selon les hypothèses suivantes :

- Une présence de 2 jours par semaine pour les 281 permanences concernées, et 5 jours par semaine pour les 20 antennes concernées
- une superficie moyenne de 10m2 pour les permanences
- la valorisation du m2 pour chaque local est réalisée sur la base du coût moyen du m2 des antennes du département ou de la direction régionale

7.4 Le mécénat de compétence

Pour un certain nombre de prestations, l'Adie a régulièrement recours au mécénat de compétence (ce qui est différent du mécénat d'entreprises privées cité plus haut) : il s'agit pour des entreprises partenaires de l'Adie de mettre à sa disposition des compétences expertes sans contrepartie financière.

Ces prestations en nature correspondent à de la mise à disposition de collaborateurs à temps plein pour des projets nationaux et régionaux pour 787 927 €.

COMpte DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 291 674	1 291 674	1 696 342	1 696 342
1.1 Cotisations sans contrepartie	4 300	4 300	2 350	2 350
1.2 Dons, legs et mécénat	1 287 374	1 287 374	1 693 992	1 693 992
- Dons manuels	473 300	473 300	263 340	263 340
- Legs, donations et assurances-vie			96 171	96 171
- Mécénat	814 074	814 074	1 334 481	1 334 481
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	48 735 583		45 494 797	
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie	5 061 946		4 079 418	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	43 673 637		41 415 379	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	35 441 680		35 153 842	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	3 324 473		2 682 156	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS				
TOTAL	88 793 410	1 291 674	85 027 137	1 696 342
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES	66 176 811	888 453	65 439 963	1 362 252
1.1 Réalisées en France	66 176 811	888 453	65 439 963	1 362 252
- Actions réalisées par l'organisme	66 176 811	888 453	65 439 963	1 362 252
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	5 748 839	403 221	662 059	334 090
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	330 477	330 477	327 118	327 118
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	5 418 362	72 744	334 941	6 972
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	13 823 823		15 214 617	
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	4 784 296		3 526 833	
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	66 761		112 155	
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE				
TOTAL	90 600 530	1 291 674	84 955 627	1 696 342
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 807 120		71 510	

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION				
B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	18 770 716	18 770 716	17 146 760	17 146 760
Bénévolat et mise à disposition	18 769 276	18 769 276	17 142 312	17 142 312
Prestations en nature			4 448	4 448
Dons en nature	1 440	1 440		
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	18 770 716	18 770 716	17 146 760	17 146 760
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	18 557 377	18 557 377	16 937 550	16 937 550
1.1 Réalisées en France	18 557 377	18 557 377	16 937 550	16 937 550
1.2 Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	213 340	213 340	209 210	209 210
TOTAL	18 770 716	18 770 716	17 146 760	17 146 760
EXCEDENT OU DEFICIT	0	0	0	0

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC					
EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES	888 453	1 362 252	1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 291 674	1 696 342
1.1 Réalisées en France	888 453	1 362 252	1.1 Cotisations sans contrepartie	4 300	2 350
Actions réalisées par l'organisme	888 453	1 362 252	1.2 Dons, legs et mécénats	1 287 374	1 693 992
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			Dons manuels	473 300	263 340
1.2 Réalisées à l'étranger			Legs, donations et assurances-vie		96 171
Actions réalisées par l'organisme			Mécénats	814 074	1 334 481
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	403 221	334 090			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	330 477	327 118			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	72 744	6 972			
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
TOTAL DES EMPLOIS	1 291 674	1 696 342	TOTAL DES RESSOURCES	1 291 674	1 696 342
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE			3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS		
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	1 291 674	1 696 342	TOTAL	1 291 674	1 908 960
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
			(+*) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public (-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1		EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	18 557 377	16 937 550	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	18 769 276	17 146 760
Réalisées en France	18 557 377	16 937 550	Bénévolat / mises à disposition	18 769 276	17 142 312
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature		4 448
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS			Dons en nature	1 440	
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	213 340	209 210			
TOTAL	18 770 716	17 146 760	TOTAL	18 770 716	17 146 760